

Capacité financière et protection du consommateur

dans le contexte du MFW4A

Patrick Honohan
Trinity College Dublin

Préparé en vue de la conférence MFW4A
Accra, Ghana, 8-9 Septembre 2009



1. La crise est une menace pour l'accès aux services financiers

Les abus sur le marché des subprimes (et surtout leur origine) ont terni l'image de l'accès aux services financiers.

- Des emprunteurs crédules ont obtenu à tort des crédits qu'ils étaient incapables de rembourser.
- Ces emprunteurs se sont retrouvés au bord du gouffre et l'ensemble du système financier avec eux.
- Une meilleure capacité financière aurait-elle changé la donne ?
- Certains hommes politiques sont réticents face à cet accès.
- Mais l'Afrique peut-elle dépasser les États-Unis ?

2. Données : un meilleur accès en Afrique ?

On dispose de données suggérant que l'Afrique n'est pas aussi en retard pour l'accès aux services financiers que dans d'autres domaines.

- Des progrès notables ont été faits ces derniers temps.
- *Mais* qualité et prix peuvent poser problème.
- Les données d'autres régions montrent une hiérarchie des besoins en services.

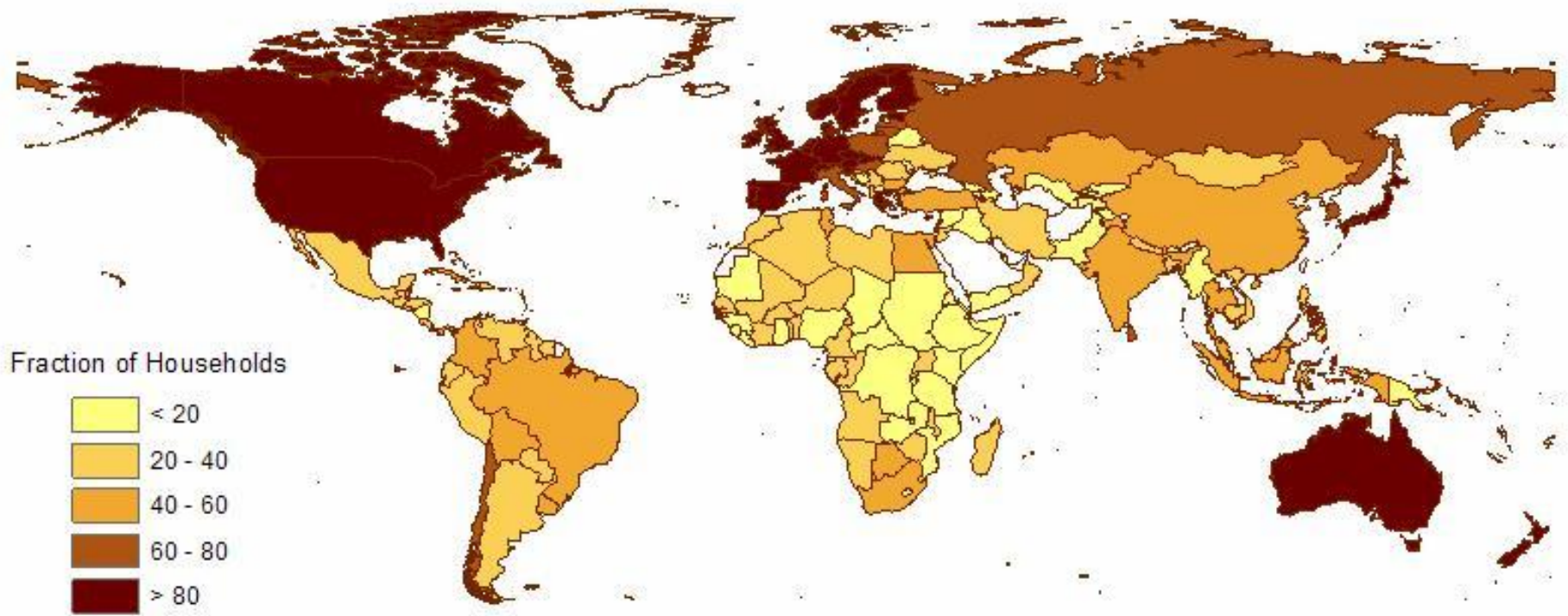
L'éducation est décisive pour l'accès aux services financiers.

La qualité des services financiers est-elle décisive en matière de croissance/pauvreté ?

Et l'accès ?

Carte de l'accès aux services financiers

% de ménages possédant un compte en banque

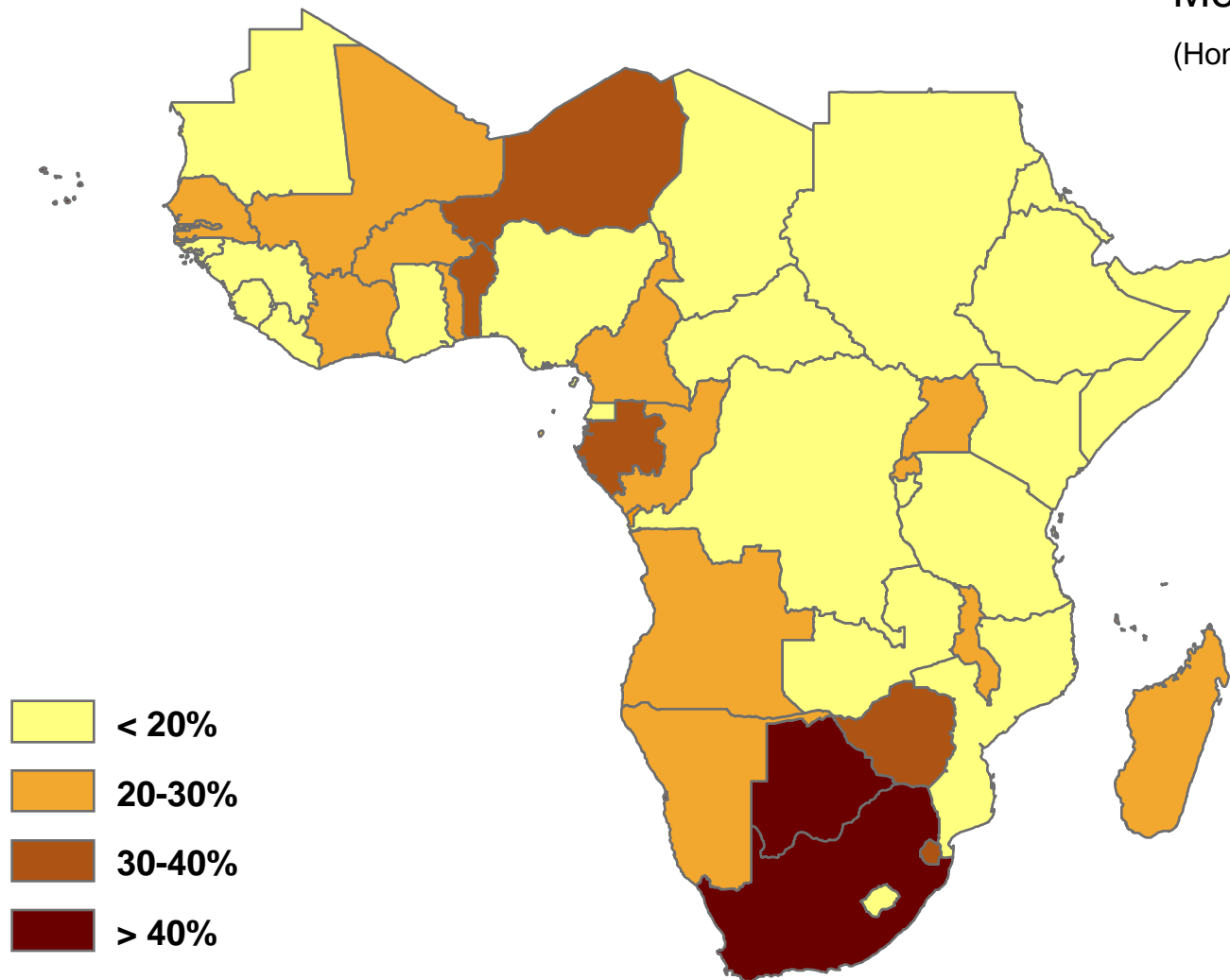


Afrique subsaharienne

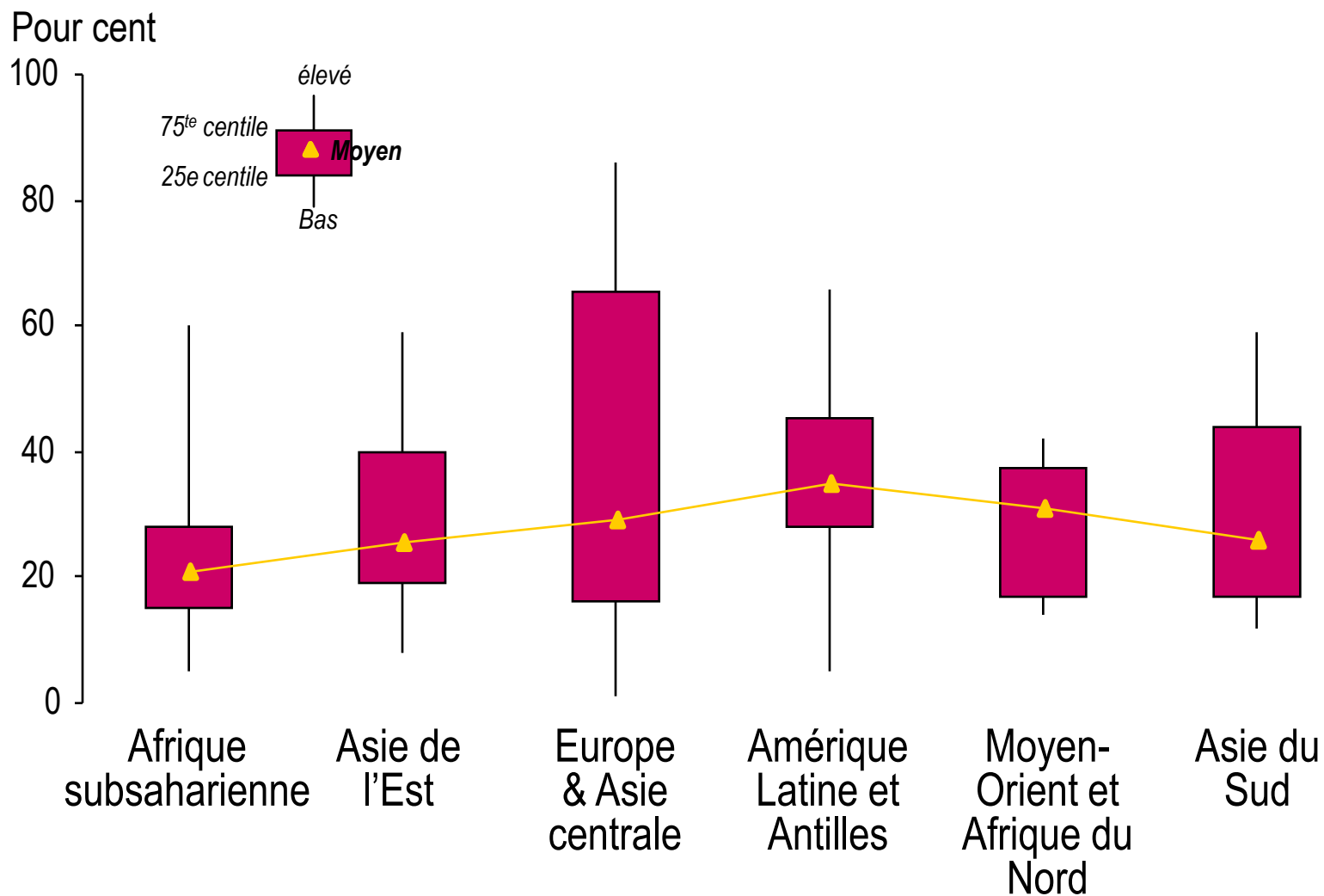
Ménages et services financiers

Mesure synthétique

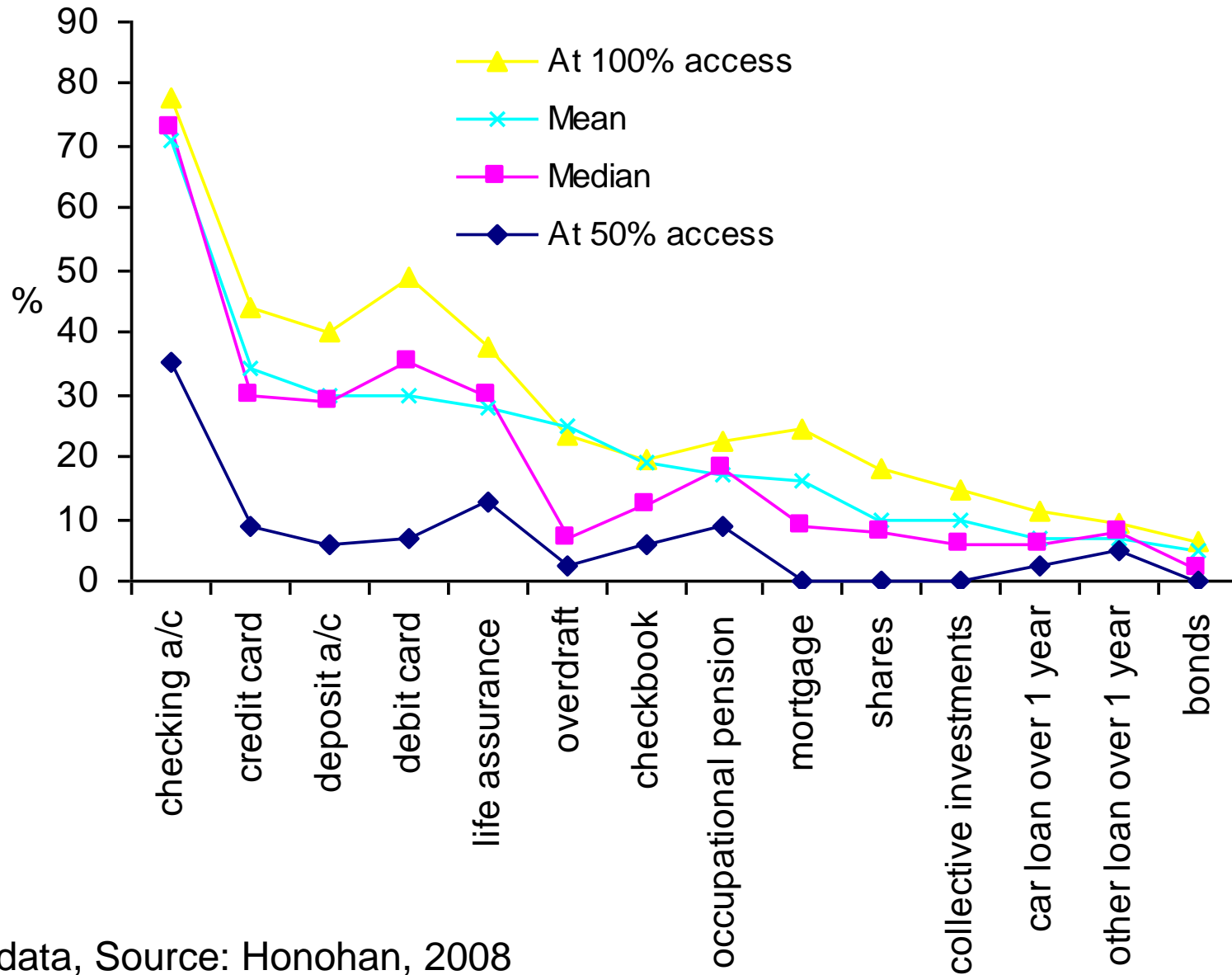
(Honohan, 2008)



Le pourcentage de ménages possédant un compte varie selon les régions



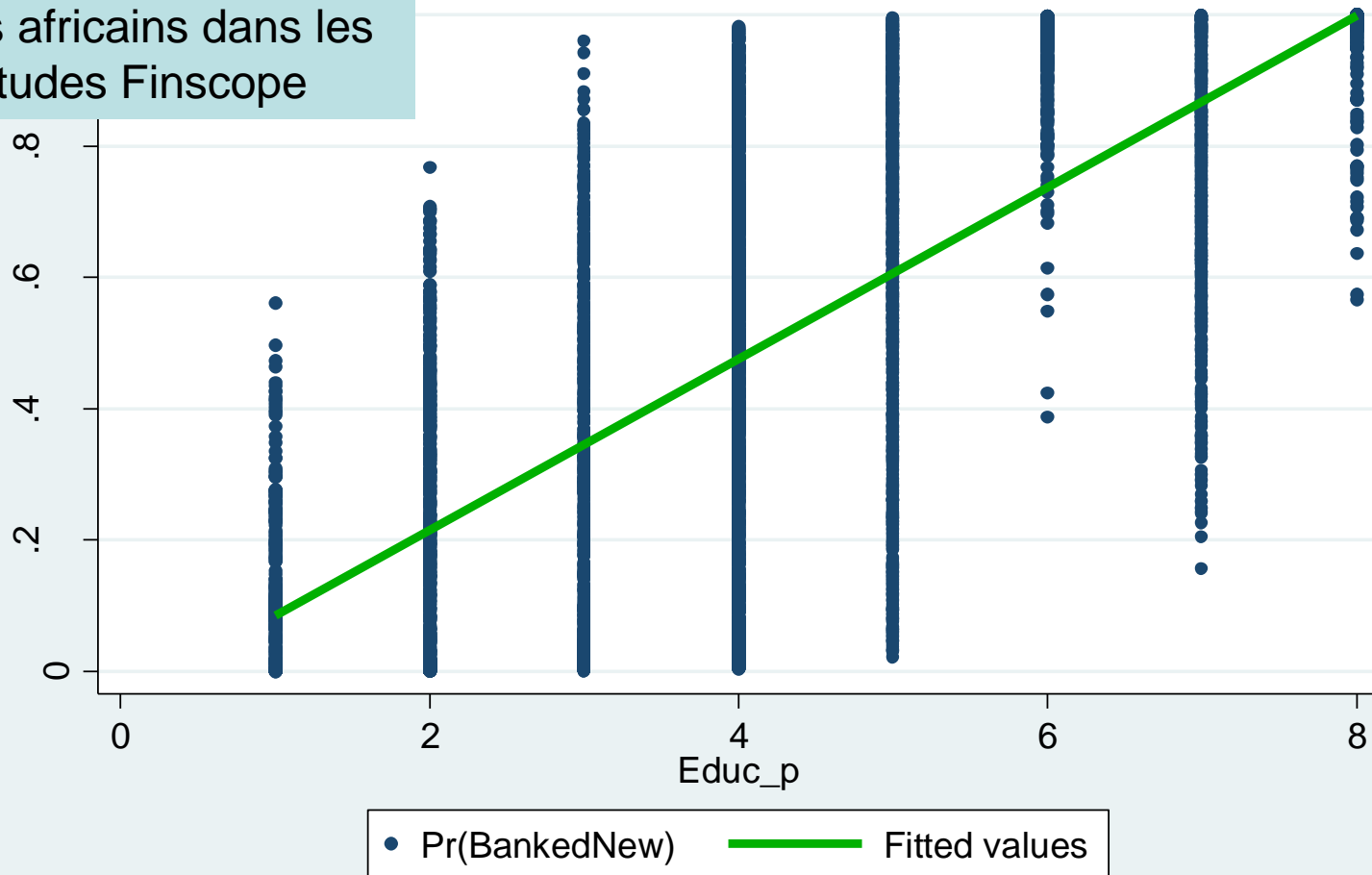
Une hiérarchie claire pour les instruments financiers



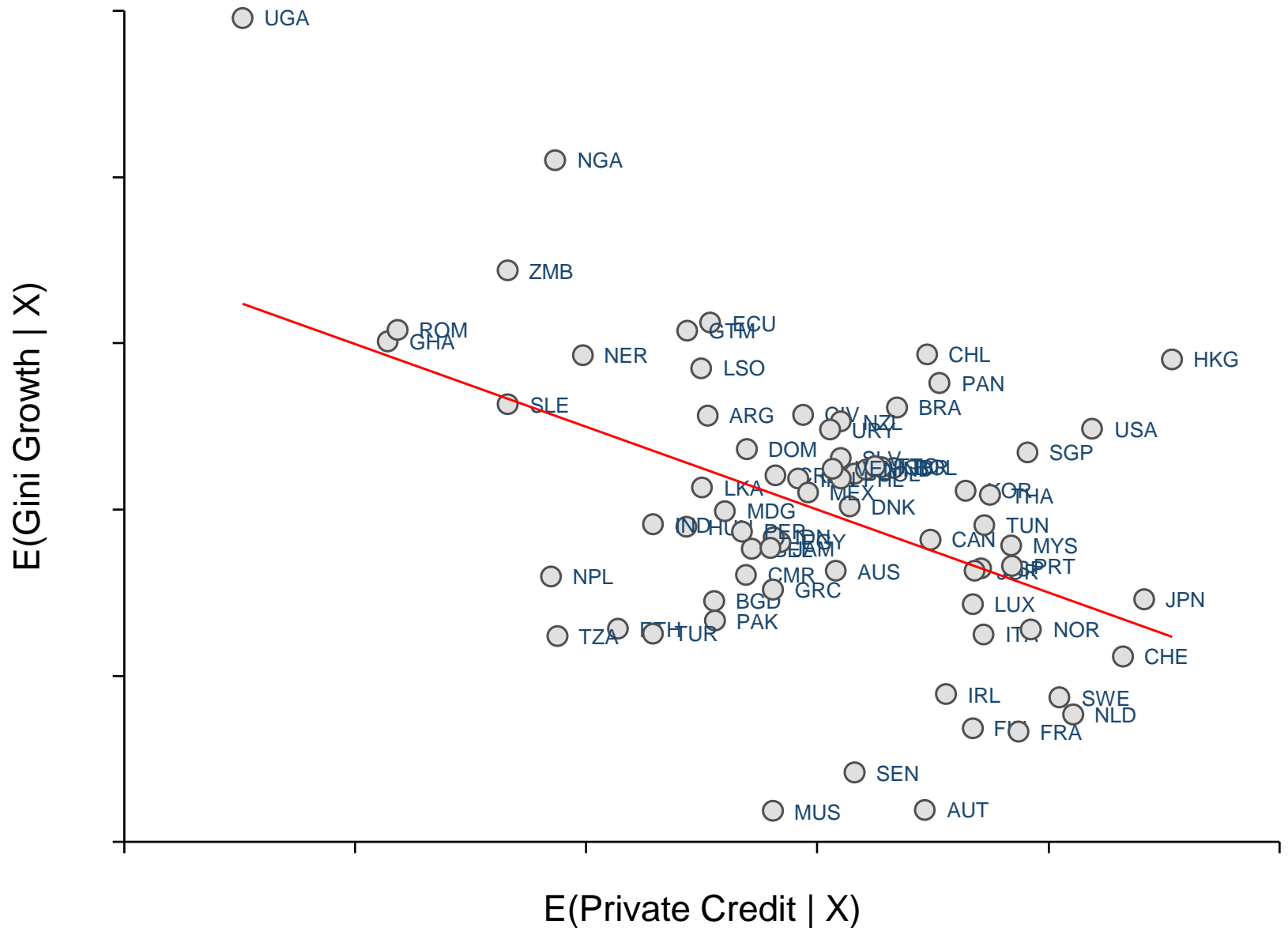
L'éducation est décisive pour l'accès aux services financiers

Education and Predicted Banked

Pays africains dans les études Finscope



Inégalité en services financiers et revenus



3. Dix principes pour une stratégie d'accès croissant aux services financiers

Infrastructure institutionnelle

1. Arrivée sur le marché, concurrence.
2. Mise en place de l'institution.
3. Promouvoir une demande bien informée.

Réglementation

4. Des institutions sûres et saines.
5. Protection contre les abus.
6. Législation contre l'usure.
7. Coopération entre agences.

Utilisation des ressources publiques

8. Rôle du gouvernement et du marché.
9. Subventions et taxes.
10. Collecte de données, contrôle, évaluation.

Source : *Center for Global Development Task Force* (2009).

À débattre : priorité donnée à la capacité mais...

- Est-ce que capacité et information donnent trop de responsabilité à la « victime » ?
- Des produits très simples pour des défis complexes (par ex. la finance rurale).
- Les formations pourraient jouer un rôle crucial.
- L'efficacité des programmes d'éducation est-elle manifeste ?